L'ABEILLE

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT

PAR BULLITT, MAGNER & CIE.

No. 9, Rue Carondelet.

NOUVELLE-ORLEANS:

VENDREDI MATIN, 26 MARS 1840.

CANDIDATS WHIGS

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,

WILLIAM H. HARRISON

DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS-UNIS

JOHN TYLER,

DE LA VIRGINIE.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

Premier District Electoral.
WM. DEBUYS, d'Orléans.

Second District Electoral.
LOUFROY BARRAS, de Lafourche.

Troisième District Electoral.
JOSEPH BERNARD, d'Ed Bâton Rouge.

Quatrième District Electoral.
JACQUES DUPRE, de St. Landry.

Cinquième District Electoral.
SETH LEWIS, de Rapides.

CANDIDAT POUR LE CONGRES,

Premier District Congressionnel:
L'Hon. EDWARD D. WHITE.

☞ Nous avons souvent déclaré que rien n'intéressant aucune communication, de quelque nature qu'elle fut, dont l'auteur ne nous serait pas connu. Cette déclaration nous la renouvellons encore, afin que les personnes qui continuent à nous envoyer des articles communiqués sans se faire connaître, ne puissent se plaindre de ne pas les voir paraître dans le journal.

DES BANQUES ET DE LA REPRISE DES PAIEMENS EN ESPECES.

Quelques personnes s'imaginent que la Législature pourrait faire cesser la gêne pécuniaire qui depuis trois ans paralyse tout. Nous serions bien curieux de savoir par quels moyens notre Législature pourrait faire disparaître cette gêne, car nous croyons, nous, qu'elle n'y peut rien, et nous ne désirons rien, tant que de nous éclairer là-dessus.

Il y a deux ans à pareille époque, on croyait assez généralement que la reprise des paiemens en espèces ramènerait la confiance et le crédit; la reprise est faite et l'on peut se convaincre du peu d'efficacité de ce prétendu remède puisque le mal ne fit qu'empirer jusqu'à ce qu'une nouvelle suspension vînt venir démontrer l'inanité de ces espérances chimériques basées sur la reprise.

Aujourd'hui il y a bien encore quelques hommes qui soutiennent l'urgence de la reprise, mais ce sont ceux qui n'en parlent sans conviction, et comme pour ne pas paraître inconséquents avec eux-mêmes; mais la masse de la population sait qu'une reprise n'aboutirait qu'à augmenter encore le malaise sans faire aucun bien, sans produire aucun résultat utile.

Ce qui nous manque, c'est la confiance; et sans confiance il n'y a pas de crédit possible. Or c'est le crédit qui peut seul imprimer un mouvement d'activité aux affaires et répandre l'aisance dans toutes les classes.

Mais la confiance ne se commande pas, ne se décrète pas: elle ne peut provenir que d'un sentiment de sécurité parfaite pour tous les intérêts légitimes de la société.

Tant que le gouvernement donnera le funeste exemple de l'arbitraire en menaçant perpétuellement les intérêts des gouvernés; tant qu'il s'obstinera à présenter des mesures de nature à bouleverser le système financier du pays; tant qu'il repoussera la création d'une institution financière, capable de régulariser et d'harmoniser notre système de circulation, il n'y a pas de confiance possible, il n'y a pas de confiance à attendre.

Qu'on n'exige donc pas de notre Législature ce qui ne peut être fait que par le Congrès; qu'on ne parle donc pas de reprise pour améliorer notre situation, toute reprise de paiemens en espèces, réelle et sérieuse, est impossible tant que nous aurons pour gouvernement l'arbitraire et d'autre banque nationale.

Tout ce que notre Législature a à faire dans les circonstances présentes, c'est de régulariser l'action des banques tant pour éviter la surémission, et de les mettre à même d'agir, principalement en public bienfaisance, afin d'éviter des tentations extravagantes. Toute tentative d'époque pour la reprise, aujourd'hui tant que nous aurons pour banque, un arbitraire

MOBILE.—Les élections municipales ont eu lieu jeudi, et nous avons l'avantage d'annoncer hier les résultats, et de nous l'avons annoncé hier: les whigs ont obtenu un triomphe complet. E. HALL, candidat whig pour la place de maire, l'a emporté sur son concurrent loco-foco, J. B. Hagan, de près de 200 voix. Le ticket électoral des whigs pour le conseil de ville a passé tout entier à une majorité fort considérable aussi, et sur huit adjoints deux sont whigs. C'est assurément la plus belle victoire nouvelle, et le *Mobile Chronicle* a raison de s'en réjouir. C'est une garantie sur le succès des grandes élections.

Une assemblée des jeunes whigs de Mobile a eu lieu le [illegible] pour les droits de l'esclavage, et les résolutions qui ont été adoptées ont été publiées avec les votes de tout le parti et qui [illegible] le meilleur esprit.

LE GENERAL HARRISON ET L'ABOLITION.—Le Gén. Harrison, [illegible] par les droits de l'esclavage, [illegible] ouvertement à l'abolition du pouvoir du Congrès [illegible] pour lui, dans les états où l'esclavage existe, [illegible] discours publics et par ses votes au Congrès, [illegible] dans ses opinions. Les témoignages qui ont été publiés suffisent à convaincre les plus incrédules que le Général n'est point d'ami plus vrai que son prédécesseur, Mr. Henry Harrison, et que personne n'est disposé à conserver plus scrupuleusement les droits qui leur sont accordés par notre constitution. Si pourtant il restait dans quelques esprits certaine doute à cet égard, les documens qui suivent les dissiperont entièrement. Nous ne parlons pas cependant de ces hommes qui, plus rebelles à l'évidence que St. Thomas lui-même, peuvent voir et pourtant ne pas croire; ceux-là doivent mourir dans l'impénitence finale!

La lettre que voici a été adressée par le général Harrison à un gentleman fort connu de cette ville et elle a été publiée pour la première fois par le *True American*, il y a huit jours:

CINCINNATI, 26 novembre 1836.

Mon cher Monsieur: Je réponds avec grand plaisir aux questions que vous m'avez adressées en mai dernier.

1. Je ne pense pas que le Congrès puisse abolir l'esclavage dans les Etats, ni s'immiscer dans les rapports qui existent entre les citoyens et leurs esclaves. Je crois que la demande formelle des Etats qui ont demandé, ou, et dans ce cas seulement, il peut venir demander pour hâter les Etats qui ne ont fait la demande, à se débarrasser de leurs esclaves. Cette opinion est basée sur les principes généraux, et c'est par ce motif seule que j'ai toujours professé, et c'est par ce motif que dans le prochain Congrès j'ai voté contre la pétition au sujet du Missouri. Cette opinion, du reste, est celle qui a été soutenue par Jefferson et Madison.

2. Je ne pense pas que le Congrès puisse abolir l'esclavage dans le district de Columbie, sous la condition que les Etats de Virginie et de Maryland, ainsi que du peuple de ce district.

J'ai reçu, il y a quelque temps, une lettre de M. John M. Berrien, de la Géorgie, qui m'adressait les mêmes questions que vous, et j'y ai répondu dans le même sens.

W. H. HARRISON.

A l'Honorable Mr. Jean, de la Nile-Orléans, en ce moment à Cincinnati.

Si telles étaient les sentimens du général Harrison, il y a quatre ans environ. Ils sont parfaitement conformes aux vues qu'il a toujours présentées sur la question et, il y a plus, dans un accord parfait avec tous les antécédens de sa vie soit publique soit privée. Les opinions d'Harrison n'ont subi depuis lors aucun changement: sa conduite par rapport à nos institutions a toujours été décidée, ferme, et sans l'ombre d'hésitation.

Le *Charleston Courier*, feuille dévouée aux intérêts du parti Van Buren, publie des extraits d'une lettre récemment écrite par le général Harrison à un membre de Congrès, et l'accompagnade réflexions qui sont trop d'honneur à l'éditeur de ce journal pour que nous résistions au plaisir de les citer.

"Rien ne rehausse point de tout, c'il le *Courier*, l'autre opposition politique au général Harrison, [illegible] sinon la justice et nous éprouvons [illegible] plaisir à voir les hommes distingués de l'Union se prononcer en faveur des droits du Sud, aussi [illegible] que les [illegible] citons ci-joint [illegible] lettre toute récente du général Harrison, adressée à un membre distingué de la délégation du cet Etat au Congrès."

Voici cet extrait: "J'ai vu il y a quelque temps, un article du *Charleston Courier* dénonçant que mon [illegible] à Vincennes renfermait tout ce que le Sud a [illegible] d'intéressant dans cette question; cependant dans [illegible] plus sérieuse, l'éditeur a prétendu que j'avais [illegible] mes opinions à ce sujet depuis que j'ai été chargé [illegible] à la présidence [illegible] grande crisis. La discussion dont je parle, a été [illegible] à Vincennes en 1835. A cette époque, mon [illegible] fait par tous les journaux de l'Administration de l'Indiana de parti du départ de ceux de l'Ohio [illegible] Cincinnati, de l'exportation, et [illegible] de [illegible] Mon [illegible] [illegible] [illegible]